5^c. Journal du Lot 5^c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

Abonnements

	3 mois	6 mois	1 an
CAHORS ville.....	3 fr.	5 fr.	8 fr.
LOT et Départements limitrophes.....	3 fr. 50	5 fr. 50	8 fr. 50
Autres départements.....	3 fr. 50	6 fr.	11 fr.

Les abonnements se paient d'avance.
Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse.

Rédaction & Administration
CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

L'Agence HAVAS, 8, Place de la Bourse, est seule chargée, à Paris, de recevoir les Annonces pour le Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne).....	25 cent.
RÉCLAMES.....	50 —

Les annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

L'ORDURE ET LE CRIME

Faut-il s'étonner et s'indigner de l'attentat commis contre Dreyfus par un fanatique du parti clérical et nationaliste ?

Nous le demandons à tous ceux qui ont pris une part active à la campagne menée en faveur de la Justice et du Droit. L'acte de M. Grégory les a-t-il étonnés ?

Ceux-là ont vu de près, pendant ces années tragiques, ce parti où fermentaient comme dans une cuve toutes les basses passions humaines ; ils ont vu opérer ces bandes scélérates d'assommeurs armés de gourdin, de bâtons et de voyous eucharistiques hurlant à la mort au passage des « dreyfusards » et réclamant pour eux, avec Edouard Drumont, les chemises soufrées dans lesquelles au Moyen-Age leurs ancêtres faisaient flamber les Juifs.

Où, tous ceux qui ont assisté à ces spectacles avaient déjà qu'on pouvait tout attendre de ces hommes, sauf du raisonnement et de la bonté.

Aussi ce dernier témoignage de férocité stupide ne les a pas surpris et, vraiment, il eût manqué à l'apothéose de Zola auquel ils ont fait un si beau piédestal de leurs outrages et de leur haine.

Certains de nos confrères se demandent ce que pouvait bien penser cette malheureuse brute quand elle tenta de tuer un homme qui souffrit un long martyre et dont l'innocence fut reconnue par la plus haute juridiction de ce pays. Pensait-il vraiment que Dreyfus est un traître et que Estherhazy est le symbole du patriotisme ? Il lui aurait suffi de réfléchir, d'étudier sincèrement cette affaire pour être convaincu du contraire.

Où, mais c'est tout justement de cela qu'ils sont incapables. Habités à croire aveuglément, ils n'éprouvent jamais le besoin de savoir. Ils ne peuvent pas s'abstraire un seul instant de leurs passions, ni faire sur eux-mêmes cet effort de sincérité nécessaire à celui qui veut se créer une opinion raisonnée. Et c'est pourquoi leurs instincts contrariés se manifestent aussi par des actes de simple sauvagerie.

C'est pourquoi nous ne sommes pas étonnés du tout qu'ils en arrivent aux pires moyens pour combattre leurs adversaires. C'est pourquoi leurs sentiments trouvent parfois leur expression toute naturelle dans l'ordure et le crime.

Ces jours derniers les cléricaux faisaient plus tarder sur les murs de Cahors une affiche répugnante. Nous la signalons à l'attention de nos compatriotes ; nous les prions de s'arrêter pour la contempler. Ils jugeront ainsi sur le fait, de quelle bassesse dans l'orgueil on est capable chez nos adversaires.

Cette affiche représente Zola traîné au Panthéon dans un de ces vases dont on n'use généralement que la nuit. Voilà de quelle façon les cléricaux soulagent leur conscience !

Chacun se soulage comme il peut. Mais nous n'aurions jamais cru que les cléricaux avoueraient eux-mêmes qu'ils plaient leur conscience si bas que cela, bien au-dessous du vent.

Bref, ces manifestations ne peuvent pas nous surprendre. Il n'est pas possible d'en attendre d'autres d'un parti que sa haine impuissante rend enragé.

Ils tentent d'assassiner Labori ; comme ils ont tenté d'assassiner Dreyfus ! Après l'ordure, ce parti, qui s'efforce de salir les plus pures gloires depuis Victor Hugo et Gambetta jusqu'à Bernadotte, s'essaye dans le crime.

Il ne faut pas prétendre, en effet, que l'acte de Grégory est le geste d'un isolé, seul responsable de sa haine !

Non, le parti clérical en est complice, car non seulement il l'approu-

ve mais encore il tente déjà de le glorifier.

Dans la *Libre Parole* d'aujourd'hui, M. Edouard Drumont, cet inquisiteur dégénéré, adresse à M. Grégory ses cordiales félicitations :

« J'envoie, écrit-il, à Grégory la cordiale et affectueuse poignée de main d'un camarade »

Que voulez-vous dire après ça ? Qu'ils se serrent les mains ! Qu'ils s'embrassent ! Ils sont dignes l'un de l'autre et méritent tous les deux le même mépris !

Emile LAPORTE.

A quoi tient la destinée

La limonade à ceci de commun avec le journalisme, qu'elle mène à tout, à condition d'en sortir.

A preuve cet obscur et modeste garçon limonadier, mis provisoirement en vedette, sacré ténor et désigné pour la grande réussite, grâce à l'initiative de deux de nos confrères : *Comœdia* et *Musica*.

L'aventure de M. Charles Falandry, le ténor en question, nous rappelle celle d'un autre ténor de grande envergure, Sellier.

Sellier servait également des bocks dans un débit de boissons de la rue Drouot, situé au rez-de-chaussée d'un immeuble dans lequel se trouvaient les bureaux de rédaction du *XX^e Siècle* et les ateliers de composition du journal.

Et souvent pendant les chaleurs, il lui arrivait de monter des rafraichissements aux typographes.

Le metteur en pages du journal qui était alors M. Thivet-Rapide, ayant remarqué par hasard l'extraordinaire beauté de l'organe vocal de ce garçon, fit chanter celui-ci, certain soir, devant Edmond About et Francisque-Sarcey. Cette audition fut décisive. Le lendemain, Camille du Locle, directeur de l'Opéra-Comique, Hallauzier, directeur de l'Opéra, se disputaient ce *rara avis*. Cefut Hallauzier qui l'emporta.

Souhaitons à M. Falandry, garçon limonadier mué en ténor, la même carrière que celle de son aîné et collègue Sellier.

L'esprit chinois

Les Célestes ont, dans leur trésor national d'anecdotes narquoises et de contes ironiques, quelques jolis traits d'esprit touchant la faiblesse stratégique de leurs chefs militaires.

Un général serré de près dans une bataille et sur le point d'être vaincu, voit apparaître tout à coup à ses côtés, sous la forme d'un soldat, un esprit de l'au-delà qui vient à son aide et le fait triompher.

Se prosternant à terre, le général demande à l'esprit son nom.

— Je suis, répond celui-ci, le dieu des Cibles.

— Comment, reprend le général, ai-je pu mériter l'assistance si généreuse de votre divinité ?

— C'est bien simple, répond le dieu. Je vous ai de la reconnaissance parce que, dans tous vos exercices de tir, vous ne m'avez jamais touché une seule fois.

Les fortunes de l'antiquité

On parle souvent des grandes fortunes actuelles du globe. Pour n'avoir pas connu le métier si fabuleusement rémunérateur de marchand de porcs, l'antiquité n'en a pas moins eu ses milliardaires.

Le premier dont l'histoire fait mention était Salomon. Ses richesses pouvaient être évaluées à 20 milliards, et pour la seule construction de son fameux temple, il reçut de son père, David, la bagatelle de 10 milliards.

Crésus, roi de Lydie, ne vient qu'en seconde ligne. Il a donc usurpé la réputation qui fait de lui l'homme le plus riche qui ait jamais existé. Cré-

sus possédait seulement une douzaine de milliards, ce qui lui permit tout de même de faire quelques présents, tels que ceux qu'Hérodote vit dans le temple de Delphes, et dont la valeur dépassait 100 millions.

Alexandre le Grand était puissamment riche, mais les historiens nous apprennent que la plus grande partie de sa fortune provenait de ses conquêtes. Son expédition en Perse seule lui rapporta plus de quarante millions.

Auguste, le plus riche de tous les empereurs romains, fut aussi le plus dépensier des monarques.

Voilà de quoi faire blémir tous les rois de l'acier, des pétroles, des chemins de fer, tous les Santiago Farabinas de l'Amérique du Nord et du Sud.

Vers l'Armée Républicaine

IV
DE LA PROPRIÉTÉ DU GRADE

Ce semblant de privilège à toujours été l'argument favori des ennemis de toutes les réformes que réclament les officiers républicains : je veux donc montrer ici combien ce soi-disant avantage est au contraire une arme terrible dans la main de chefs réactionnaires.

En vertu de la loi de 1832, nul officier ne peut être privé de son grade que par démission, perte de la qualité de Français, ou condamnation infamante.

Mais par contre, il peut être privé momentanément ou définitivement de son emploi par sa mise en non-activité, en disponibilité, en réforme.

Autrement dit, l'officier se trouve dans la situation d'un ouvrier à qui on laisse ses outils, parce qu'ils sont sa propriété, mais à qui on refuse tout travail, le jetant lui et sa famille dans la misère. L'officier a donc le grand avantage de garder son titre de lieutenant, de capitaine, etc., mais le Ministre peut, dans certaines conditions, lui refuser tout emploi dans les rangs de l'armée, et conséquemment réduire ou supprimer ses appointements.

Voyons donc en détail les différentes positions énumérées plus haut.

Non-activité. — C'est la position de l'officier privé momentanément de son emploi : elle a deux causes : les infirmités temporaires et les raisons disciplinaires.

Dans le premier cas, la solde est la moitié de la solde entière, sauf pour les lieutenants et sous-lieutenants pour qui elle est les 3/5. Dans le second, elle est des 2/5 pour tout le monde.

Ainsi un lieutenant malade et chargé de famille devra faire vivre les siens avec 132 francs par mois ; un capitaine 151,90.

Si la non-activité a été infligée par mesure disciplinaire (dettes, indiscipline, etc.) il ne touchera plus que les 2/5, soit, pour un lieutenant de 2^e classe, 88 francs par mois.

Et pour comble d'avantages (!) il lui est absolument interdit de se procurer une occupation ou un travail rémunérateur capable de l'aider à payer ses dettes ou à éviter de mourir de faim.

Autre avantage inestimable : l'officier peut, si le Ministre le veut, être laissé en non-activité toute sa vie ! La loi, en effet, dit que cette situation ne peut durer plus de trois ans ; au bout de ce laps de temps l'officier doit être traduit devant un conseil d'enquête qui décide s'il doit être rappelé à l'activité ou mis en réforme. Mais ce conseil n'émet qu'un avis et le Ministre est libre de maintenir indéfiniment l'officier en non-activité, car désormais il ne repassera plus devant le Conseil.

On avouera que cette législation barbare, qui peut réduire à la misère un citoyen honorable, vigoureux et intelligent, qui prive la société de ses services, est digne tout juste des

peuplades nègres de la Polynésie et encore !...

Il est vrai que tout est pour le mieux, puisque Messieurs les Généraux ne se plaignent pas ; ajoutons tout de suite qu'ils auraient tort, car, en bons et dignes catholiques, ils ont, conformément à leur religion, assuré avant tout le salut de leurs... corps.

Comme ils ont fait les règlements, ils ont eu soin de se créer une situation des plus avantageuses... Ils ont inventé la *disponibilité* ! Il faudrait en effet être bien naïf pour croire que les généraux sont des officiers comme les autres...

Que l'un d'eux soit malade ou éprouve le besoin de manifester sa reconnaissance à la République par une manifestation réactionnaire ou une lettre injurieuse au Gouvernement, vite celui-ci se venge du délinquant en le mettant en disponibilité.

... C'est une punition épouvantable ! Songez donc : Le général, dans cette situation, touche pendant *six mois* la solde d'activité, garde ses chevaux et ses ordonnances : à partir du 7^e mois il est réduit (le povero !) à ne toucher plus que la moitié de son traitement (de 6.000 à 9.000 fr. !); enfin s'il n'est pas trop détérioré, et s'il a pour *piston* un bon Père Jésuite, il est rappelé à l'activité.

Conclusion : il a joui, sans aucun dommage d'un congé de six mois.

Enfin, si le Gouvernement le met au cadre de réserve, il a par le fait pris sa retraite par anticipation avec la solde d'activité (de 12.000 à 18.000 francs).

Aussi est-il assez rare de voir un de ces officiers généraux tenter une manifestation réactionnaire plus de six à sept mois avant la date de leur passage au cadre de réserve. Passé cette limite il lui est alors loisible de cracher sur la *gueuse*, dont il a menti et extorqué l'argent et les honneurs, et ce, pour la plus grande joie des vieilles douairières du Faubourg et la plus grande édification des poires... chrétiennes. L'alliance du *sabre et du goupillon*, n'hésite plus dès lors à se manifester, puisqu'il n'y a plus aucun risque à courir !

Voilà, je pense, de quoi donner à réfléchir à nos élus républicains.

Réforme. — La réforme est la position de l'officier définitivement privé de tout emploi dans les cadres de l'Armée ? elle peut être prononcée pour les mêmes motifs que la non-activité, après passage devant deux commissions sanitaires et décision du Comité d'hygiène de Paris (comme pour la non-activité, et lorsque la maladie est incurable) et après comparution devant un conseil d'enquête qui donne son avis : le Ministre ne peut prendre qu'une décision plus favorable que ce conseil ou se conformer à son avis.

Si l'officier a moins de vingt ans de services, il touche, pendant un temps égal à la moitié de ses services, une *solde de réforme* égale aux 3/5 du minimum de la pension de retraite de son grade (cas de maladie) et la *moitié* seulement, en cas de punition.

S'il a plus de vingt ans de services, il a droit à une *pension* de réforme calculée sur les mêmes bases.

Dès lors, l'officier redevient citoyen libre dont il a toutes les prérogatives et en particulier le droit de vote et le droit d'éligibilité.

... Et maintenant, chers lecteurs, vous saurez que répondre, lorsque devant vous on mettra en avant les garanties que possède l'officier. Vous pourrez affirmer qu'elles sont un trompe-l'œil et un prétexte pour refuser à toute une catégorie de citoyens le droit le plus sacré, celui de s'intéresser et de contribuer à l'administration du pays. Dans un prochain article j'étudierai la question du droit de vote et je montrerai la nécessité, pour la République d'émanciper les 30.000 officiers qui conspirent contre elle, parce qu'elle les maintient dans un esclavage indigne d'une Démocratie vraiment libre-penseuse et républicaine.

Cahors, mai 1908. AUDAX.

INFORMATIONS

Au Maroc

Vers Fez

Moulaï-Hafid a quitté, mardi, Mesquinez, avec toute sa suite, marchant contre les fractions rebelles des Cherarda, qu'il aurait anéanties. D'nombreux Berabers composent l'armée de Moulaï-Hafid, conduits par les fils de Zaïani.

On signale l'arrivée à Mesquinez de plusieurs fonctionnaires qui se sont enfilés de Rabat.

Moulaï-Hafid marche sur Fez

Moulaï-Hafid, qui a quitté Mesquinez, a visité le tombeau de Mouley Edris, fondateur de Fez. Il devait s'arrêter vendredi à Ras-el-Aïn, et arriver le lendemain à Fez. Une méhalla de 2.000 Berbères doit rejoindre Moulaï-Hafid à Fez. Déjà, les troupes hafidistes campées à Mesquinez, comptent 12.000 hommes.

Télégramme de l'amiral Philibert

L'amiral Philibert télégraphie des nouvelles de la région de Fez, indiquant que les Cherardas refusent de fournir la harka demandée par Moulaï-Hafid.

D'autre part, des délégations des Gueroanus, Zerrou et Beni-Hassen, sont arrivées hier à Rabat.

Le médecin inspecteur général Deforme vient de terminer son inspection des différents postes de la Chaouia.

M. Clemenceau à Rennes

M. Clemenceau, président du Conseil a présidé le banquet démocratique organisé à Rennes par la nouvelle municipalité radicale.

M. Ruau, ministre de l'agriculture assistait à ce banquet au cours duquel M. Clemenceau a prononcé un discours d'une grande éloquence qui a soulevé l'enthousiasme des convives.

Dans son discours, M. Clemenceau s'est félicité du succès des républicains dans cette Vendée si réfractaire longtemps aux idées démocratiques. Puis il a exposé l'œuvre du Gouvernement qui, dit-il, n'a pas d'ennemis à gauche.

Il a terminé en ces termes :

— Nous n'avons pas peur de réaliser des réformes que ceux-là même qui se montrent les plus ardents à les soutenir sont incapables de traduire en propositions. Nous ne reconnaissons pour adversaires que ceux qui se mettent en dehors de la République et de la patrie ; c'est pourquoi d'anciens amis nous font une guerre au couteau.

Nous n'en continuons pas moins à déclarer bien haut que nous acceptons toutes les réformes, pourvu qu'elles puissent subir la libre discussion et se défendre autrement que par des injures. Nous représentons l'intérêt permanent du gouvernement républicain, qui ne veut vivre que dans la liberté et dans l'égalité !

Nous remplissons tous nos devoirs et, si d'autres se lèvent pour insulter la patrie, pour planter le drapeau dans le fumier, ce n'est pas sur nous qu'ils doivent compter pour les aider dans cette besogne !

Le président du conseil termine en adressant des remerciements émus au maire, aux élus et à la population.

— Je vous emporterai avec moi, dit-il, je me souviendrai de tous ces regards affectueux qui m'ont suivi pendant plus de vingt quatre heures. Votre accueil nous crée de nouveaux devoirs, de nouvelles obligations. Que la France le sache : la Bretagne arrive à la République avec son amour de l'ordre légal en même temps qu'avec son idéalisme républicain, apportant de nouveaux éléments pour la liberté et pour la justice sociale.

Vive la démocratie !

Le budget

La commission du budget a entendu le rapport de M. Doumer sur le projet de loi portant ouverture de

crédits supplémentaires sur les exercices 1907-1908.

Conformément à la proposition de M. Doumer, la commission a décidé de rapporter immédiatement les crédits de l'exercice 1907 qui doivent être votés avant le 30 juin pour les crédits de l'exercice 1908, auxquels seront joints ceux dont le dépôt est annoncé.

Il sera statué dans une prochaine séance.

Le rapporteur général a donné des explications sur la situation de l'exercice 1907 qui va être clos, grâce aux plus-values de recettes qui se sont produites. L'exercice se clôturera par un excédent d'environ 30 millions.

La peine de mort

M. Vidal de Saint-Urbain, sénateur, vient d'adresser à M. Briand, garde des sceaux, ministre de la justice, la lettre suivante :

« Monsieur le garde des sceaux, » J'ai l'honneur de vous faire connaître que je désire vous poser, à l'une des premières séances du Sénat, une question sur les mesures que le gouvernement compte prendre pour hâter la discussion devant le Parlement du projet de loi déposé par votre prédécesseur sur la suppression de la peine capitale.

» L'émotion causée dans le pays par les récents attentats contre la vie humaine, dont la ville de Paris a été le théâtre, semble imposer au gouvernement le devoir de demander au Parlement la prompt solution d'une question qui intéresse au plus haut point — et à juste titre — l'opinion publique. »

L'entrevue de Revel

Le Czar et la Czarine se sont rendus à Revel où ils ont été reçus par le roi d'Angleterre.

L'entrevue fut extrêmement affectueuse. Le roi et la reine, le czar, les deux impératrices s'embrassèrent avec une grande effusion, en parents heureux de se revoir. Puis ce fut le tour des princes et des princesses, et enfin les deux souverains se présentèrent leurs ministres et les personnes de leurs suites.

Le czar, le roi et les czarines, la reine d'Angleterre, leurs enfants et leurs parents ont dîné dans l'intimité à bord de l'« Etoile Polaire ».

A la frontière tonkinoise

Le ministre des colonies a été informé par le gouverneur général de l'Indo-Chine de l'assassinat, par des réguliers chinois, du lieutenant Weigand et de six de nos tirailleurs à Laoka, village français, voisin de la frontière du Tonkin, dans la région de Pha-Long. Les corps des victimes ont été trouvés et ramenés à Pha-Long. Le résident de Lang-Son s'est rendu sur les lieux pour l'enquête.

Ces faits ont été portés à la connaissance du ministre de France à Pékin, qui va en saisir le Wî-Won-Pou. Le commissaire français de la frontière de Laoka a réclamé au commissaire chinois de Hokéou le châtiement des coupables.

Après des pourparlers, le gouvernement de la Chine a présenté des excuses au gouvernement français et a promis le châtiement des coupables.

Petites Nouvelles

M. Simyan, sous-secrétaire d'Etat aux postes et télégraphes, actuellement à Lisbonne, a rendu visite aux ministres portugais qui l'on reçu avec la plus grande cordialité.

— La fête fédérale de gymnastique a eu lieu à Troyes, sous la présidence de M. le général Picquart, ministre de la guerre ; la fête à laquelle ont pris part 5 000 fédérés, s'est terminée par un grand banquet au cours duquel M. le général Picquart a prononcé un discours.

— M. Chéron, sous-secrétaire d'Etat à la guerre a présidé à Alençon, lundi le banquet de l'Amicale des instituteurs de l'Orne.

CHRONIQUE LOCALE

A propos de Palmes

Dans un de nos derniers numéros, nous nous étions étonnés, — non sans raison ! — qu'un instituteur profondément réactionnaire (c'est incroyable, mais il y en a encore quelques-uns !) fût proposé pour les palmes.

Nous disions que cette distinction était assez parcimonieusement donnée aux excellents maîtres de nos enfants, pour qu'on ne la réservât pas uniquement aux adversaires du Gouvernement !...

Et comme les instituteurs — à quelques rares exceptions près — ne peuvent être nommés officiers d'académie que s'ils sont proposés par leurs chefs, nous avons pensé que les auteurs de la proposition qui nous occupe étaient les chefs de M. Meulet.

C'est pourquoi nous avons mis en cause M. l'inspecteur et la sous-préfecture de Gourdon.

A la suite d'une protestation que nous avons reçue, nous avons fait une enquête de laquelle il ressort que ni la sous-préfecture, ni M. Villadiou ne sont pour rien dans cette proposition.

Nous rectifions donc avec empressement.

Mais ce qui est beaucoup plus stupéfiant, c'est que lesdites palmes ont été demandées pour M. Meulet par un homme politique... de nos amis, appartenant à l'arrondissement de Cahors !

Nous aimons à croire que notre ami a été trompé sur les sentiments politiques de l'instituteur de Carluat. Et c'est là sa seule excuse...

S'il en était autrement, ce serait une faute grave !

Que nos adversaires s'efforcent d'avoir des faveurs, c'est leur affaire ; mais qu'ils soient aidés dans leurs desseins par les élus républicains et que, par suite, les fonctionnaires républicains soient sacrifiés par la faute de nos amis, c'est ce qui ne saurait être toléré.

L. B.

LA FÊTE DE L'AMICALE ET DE LA SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS DES INSTITUTEURS DU LOT

Samedi matin, à 10 heures, les institutrices et instituteurs du Lot, membres de la Société de secours mutuels et de l'Amicale, se sont réunis à la mairie de Cahors.

Lecture des rapports relatifs à la gestion de la Société de secours mutuels fut donnée à l'assemblée qui les approuva sans observation.

Après la réunion de la Société de secours mutuels qui fut terminée à midi, eut lieu sous la présidence de M. Lerebourg, préfet du Lot, le banquet organisé annuellement par l'Amicale mais, cette année, par les deux Sociétés, l'Amicale et la Société de secours mutuels.

Le banquet a été servi dans le réfectoire de l'ancien séminaire.

Près de 200 convives y ont pris part.

A la table d'honneur, étaient assis : MM. le Préfet du Lot, Roques, inspecteur d'académie, docteur Darquier, maire de Cahors, Bruges, professeur du Lycée, Mlle Camus, directrice du Collège de filles, MM. Eychène, Doumerc, Villadiou, inspecteurs primaires, Mme la directrice de l'école normale des filles et M. le directeur de l'école normale des garçons, Mlle Bonnet et MM. Vidal, Bouyé, membres du Conseil départemental du Lot, les délégués des Amicales de Tarn-et-Garonne, de la Dordogne, de l'Aveyron, de Lot-et-Garonne et de la Corrèze, et MM. les présidents et membres du bureau de l'Amicale et de la Société de secours mutuels.

La presse était représentée par M. Cathary de la Dépêche, M. Marmiesse de l'Union Républicaine, M. Bonnet du Journal du Lot et de la France du Sud-Ouest (M. Coueslant, Directeur du Journal du Lot, s'était excusé de ne pouvoir y assister) — M. Bergon du Réveil s'était fait aussi excuser.

C'est au milieu de la gaité unanime que le dîner fut servi : menu copieux et très bien composé pour lequel le maître d'hôtel M. Blanchés, mérite des éloges.

Au dessert, M. Rajade, président de l'Amicale, dont le dévouement est si connu et si apprécié de tous, prend la parole.

Nous donnons ci-dessous l'analyse de son discours :

Discours de M. Rajade

Le premier devoir de M. Rajade est d'excuser ceux qui n'ont pu assister à cette belle réunion : M. Voise, secrétaire de l'inspection académique qui vient d'être frappé par un deuil récent ; M. Baud, inspecteur primaire de Figeac, que la maladie a retenu chez lui.

M. Rajade se fait l'interprète de

tous les convives en adressant l'expression de ses sympathies à M. Voise et en faisant des vœux pour le prompt rétablissement de M. Baud.

Il remercie M. le Préfet du Lot d'avoir bien voulu présider cette fête : sa présence prouve l'intérêt qu'il porte aux éducateurs de la démocratie ; plusieurs fois déjà, M. Rajade a pu constater la bienveillance avec laquelle M. le Préfet a toujours accueilli les représentants du corps enseignant primaire. Il l'en remercie vivement.

Les Instituteurs du Lot sauront toujours se montrer dignes de la sollicitude des Pouvoirs publics.

Les membres de l'Amicale sont du reste unis, dans notre département, par les liens d'une étroite solidarité. Il n'y a pas de rivalités entre les personnes, non plus d'ailleurs que dans le sein de l'Association. Leur union n'a pour but que de servir des intérêts corporatifs. Ils sont conscients de leurs droits mais profondément pénétrés de leurs devoirs. Jamais, dans leurs revendications les plus légitimes, ils n'abandonneront le terrain de la légalité. Ils ont tous au cœur un amour égal de la Patrie et de la République.

M. Rajade fait, aux applaudissements répétés de tous les convives, un juste éloge de M. Roques, le distingué et sympathique inspecteur d'académie.

Depuis 4 ans, dit-il, c'est avec un réel plaisir que les instituteurs voient M. l'inspecteur d'Académie assister à leur fête, car, pendant ces 4 années, les délégués des instituteurs n'ont eu qu'à se louer de l'accueil si bienveillant, si cordial, si affectueux qui leur a été fait par M. Roques.

Puis, il se fait un plaisir de souligner des luttes, à se défendre contre des cabales organisées dans quelques communes : mais dans toutes ces luttes soutenues, les instituteurs ont été heureux de voir à leurs côtés, leur inspecteur d'académie. M. Rajade rappelle à ce sujet l'affaire de Leyme et il se félicite que l'action engagée pour obtenir satisfaction ait été approuvée par les Autorités. Le Bureau de la Fédération a tout dernièrement obtenu de M. le Ministre la promesse que son avis serait favorable à notre cause.

M. Rajade dit que l'an passé, à la suite du banquet de l'Amicale, il fut accusé par un journal, aujourd'hui défunctif, d'être un flateur, presque un vendu.

Eh bien, au risque d'être qualifié de récidiviste, il est heureux de dire combien l'inspecteur d'Académie Roques a l'estime, la confiance des instituteurs du Lot, et il souhaite ardemment que cette période de 4 ans durant laquelle le corps enseignant primaire du Lot a eu M. Roques comme chef, soit doublée. « Triple ! Triple ! » crie-t-on de toutes parts, ce pendant que tous les convives font une chaleureuse ovation au distingué inspecteur d'Académie. Ils prouvent ainsi que leur Président a bien traduit leurs sentiments.

M. Rajade remercie également MM. les inspecteurs primaires dont la bienveillance est si appréciée par tout le personnel, qui leur témoignent en revanche, une cordiale sympathie.

M. le maire de Cahors... ajoute M. Rajade : mais aussitôt, une ovation formidable est faite à M. le docteur Darquier.

« Je n'aurais presque plus rien à dire », continue M. Rajade, en entendant tous ces applaudissements qui « prouvent combien est sympathique la personnalité du distingué maire de Cahors. »

Néanmoins, il tient à le remercier d'être venu à cette fête, car les instituteurs sont heureux de l'avoir parmi eux, surtout au lendemain des élections municipales à Cahors furent une victoire pour le président de la société de secours mutuels, M. Suquet, un triomphe pour M. le docteur Darquier et une éclatante manifestation républicaine.

Au surplus, les instituteurs savent qu'ils peuvent compter sur cette excellente municipalité de Cahors, toujours dévouée à la cause laïque.

M. Rajade remercie tour à tour avec un mot délicat pour chacun, les directeurs et directrices des écoles normales, M. le Proviseur du Lycée, Mlle la Directrice du Collège, M. Roubaud, Conservateur du Musée, MM. les Délégués des Amicales voisines et tous les instituteurs et institutrices qui ont bien voulu assister au banquet.

MM. les membres de la presse républicaine ont leur tour, et la sympathique président mêle au toast qu'il porte aux journalistes une remarque qu'il ne nous est pas permis de passer sous silence. M. Rajade les prie de vouloir bien noter, dans tous les cas où il sera question d'Amicales, quelle distance énorme sépare l'œuvre de la Fédération nationale d'Amicales d'instituteurs et d'institutrices et la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs.

La première association se compose de l'énorme majorité et, il faut bien aussi l'avouer, de la partie la plus saine des instituteurs de France. La

seconde comprend à peine 1 500 à 2 000 membres. L'orateur estime avec raison que les membres de l'enseignement primaire n'obtiendront les satisfactions réclamées qu'en s'abstenant de toute manifestation bruyante et de tout écart de langage. Il en voit la preuve dans les améliorations matérielles notables qui ont été obtenues depuis quelques années. L'instituteur a surtout besoin maintenant de cette sécurité, de cette liberté morale qu'il trouverait dans les garanties dont devraient être entourés les déplacements d'office, dus trop souvent à l'explosion de haines injustifiées. De ces garanties, le maître de nos campagnes a besoin pour remplir pleinement l'œuvre éducative. M. Rajade exprime le vœu que l'avancement de l'instituteur soit dû toujours à ses mérites personnels, à ses services professionnels, et non à ses services politiques. Il dit la nécessité de soutenir avec vigueur les jeunes institutrices qui, dans certaines communes réactionnaires, sont en butte aux tracasseries de personnalités haineuses et méchantes.

C'est contre ces jeunes filles à peine sorties des écoles normales que les tyranneaux exercent leur haine ; c'est pour elles surtout que l'Amicale demande la protection de l'Administration, car les instituteurs savent le plus souvent se défendre eux-mêmes.

M. Rajade termine :

« Faisons notre devoir : si nous voulons être soutenus, soutenons-nous nous mêmes et lorsque, attaqués, nous nous présenterons à nos chefs pour qu'ils nous soient accordés que notre dossier soit tel qu'aucun reproche professionnel ne puisse nous être adressé.

« Je lève mon verre à M. le Préfet du Lot, à tous les invités, à vous tous mes chers amis, à vos familles et à la prospérité de l'Association. »

C'est par des applaudissements vigoureux qu'est accueilli le discours sympathique et dévoué président de l'Amicale.

Discours de M. Suquet

M. Suquet, au nom de la Société de secours mutuels qui, en organisant son banquet annuel de concert avec l'Amicale, a prouvé l'étroite solidarité des deux sociétés, s'associe aux bonnes paroles de M. Rajade pour remercier M. le préfet, les invités et les membres des deux associations d'être venus si nombreux à cette fête de famille.

Il tient cependant à adresser une supplique à M. le préfet du Lot au sujet de la suppression par le Conseil général du crédit de 100 fr. accordé précédemment à la Société de secours mutuels des instituteurs.

M. Suquet espère que cette année le Conseil général, dont on apprécie l'esprit laïque et démocratique, donnera une marque de sympathie aux instituteurs en rétablissant la modeste subvention de 100 fr. M. Suquet prie à cet effet M. le préfet de vouloir bien soutenir ce vœu devant le Conseil général.

M. Suquet remercie également M. l'inspecteur d'Académie, MM. les Inspecteurs primaires qui ont toujours témoigné tant de sympathie à la cause de la mutualité.

Il lève son verre à M. le Préfet, à M. l'inspecteur d'Académie, à MM. les Inspecteurs primaires et boit au développement, au succès croissant des institutions de prévoyance et de solidarité.

M. Suquet est vivement applaudi par tous les convives qui apprécient tant le dévouement du sympathique président de la Société de secours mutuels des institutrices et instituteurs du Lot.

Mais les braves redoublent : la parole est donnée à M. le docteur Darquier, maire de Cahors :

Discours de M. Darquier

Mesdames, Messieurs, Je sais que votre Amicale, par une décision récente a résolu de m'inviter à ses agapes annuelles aucun homme politique, mais je sais aussi que, par une exception dont je me loue à cette heure, elle a voulu voir assister à son banquet annuel le maire de la ville où il avait lieu. C'est donc à ma fonction, c'est donc à la ville de Cahors que j'ai le très grand honneur d'administrer, que s'adresse l'acte d'aimable courtoisie que vous avez fait en me priant de m'asseoir au milieu de vous et c'est en son nom que je vous adresse mes remerciements émus, comme je les adresse à votre ami Rajade, dont les paroles à mon sujet furent beaucoup trop élogieuses.

Et puisque vous avez voulu bannir de cette réunion la politique pure et ne parler ici que de vos intérêts et de vos desirs, je n'enfreindrai pas, croyez-le, votre volonté si sage et je ne veux profiter de l'occasion qui m'est donnée de prendre ici la parole que pour vous dire en quelle haute estime j'ai l'enseignement primaire, en quelle haute estime j'ai l'instituteur et l'institutrice en général, et en particulier ceux et celles que l'Administration a désignés pour nos écoles de Cahors et dont je connais le zèle et la valeur.

Où, je l'admire est instituteur, et je l'admire souvent dans son œuvre, dans les résultats de son labeur. Avec quel dédain, Messieurs, certaines personnes, de mauvaise foi, ou mal informées ne disent-elles pas d'un jeune homme qui cherche à s'employer : Il a une bonne instruction primaire et la pensée consciente ou inconsciente qu'il se cache sous cette phrase est que ce candidat est in-

capable de s'élever au-dessus de certaines notions pratiques, d'avoir des idées générales, de dépasser dans la hiérarchie sociale un certain niveau.

Quel aveuglement et quelle injustice, et combien fausse apparaît cette conception à la pratique de la vie !

Mais les jeunes gens qui ont la bonne, la solide instruction primaire, celle qui leur a appris beaucoup de choses, certes, mais qui leur a surtout appris à apprendre, sont, si vous me permettez l'expression, le bon bois dont on fait les meilleurs Conducteurs des Ponts, les meilleurs comptables des finances, les commerçants les plus audacieux, les industriels les plus avisés, les meilleurs chefs de division des Préfectures, n'est-ce pas M. le Préfet, les meilleurs sous-officiers et voire même les meilleurs officiers, je veux dire les plus travailleurs, les plus justes, les plus courageux.

C'est l'enseignement primaire, c'est l'instituteur qui donne à l'enfant cet esprit d'ordre, de méthode, de libre examen et de libre choix qui, inculqués de bonne heure, seront la règle de toute sa vie et lui permettront de remplir heureusement sa fonction et d'arriver aux plus hauts échelons de la hiérarchie sociale.

Et devant ce spectacle de tous les jours, devant cette adaptation si aisée d'anciens primaires aux fonctions les plus délicates et les plus élevées, les anciens secondaires apprennent à avoir un peu moins d'admiration pour eux-mêmes et pour ceux qui, comme eux, ont passé de longues années à faire connaissance, bien superficielle d'ailleurs, avec une foule de belles choses des antiquités grecques et latines mais qui, dans les nécessités de la lutte pour la vie, se trouvent souvent infiniment moins bien armés que le dernier élève de nos écoles primaires.

La République n'a donc fait que son devoir en s'occupant avec un soin jaloux de l'école primaire ; elle a compris que c'était là la pépinière, la réserve où elle puiserait et où elle trouverait les meilleurs éléments de son armée, de son administration, de son commerce, de son industrie.

Mais elle a demandé aussi à l'instituteur de lui faire des hommes libres, des citoyens nourris de vérités, préférant la mort à l'esclavage, comme disaient les patriotes de 1793, préférant la mort à l'esclavage de l'esprit, comme à celui du corps.

C'est ainsi que grâce à vous, instituteurs, la République est devenue plus républicaine, c'est grâce à vous que la République conservatrice de M. Thiers s'est transformée en une République démocratique et laïque et c'est encore vous qui demain en émancipant et en mûrissant les esprits, préparez avec les profondes et pacifiques réformes sociales qui conformeront la société française d'abord et plus tard la société humaine aux principes de 1789.

Messieurs, je bois à l'enseignement primaire, aux instituteurs et aux institutrices du Lot.

Ce discours, haché par les applaudissements de tous les convives, vaut à la fin, à l'orateur une ovation formidable.

Mais les applaudissements ne cessent que pour céder à plus nourris, car la parole est donnée au distingué inspecteur d'Académie.

Discours de M. Roques

Mesdames, Messieurs, Messieurs amis,

En un temps où tout le monde se croit la compétence nécessaire pour s'occuper d'instruction et d'éducation, réformer les programmes, ou tant de gens veulent donner des conseils aux instituteurs, peut-être s'attendrait-on à voir votre inspecteur d'académie vous adresser quelques exhortations, vous entretenir de quelques-unes des questions d'ordre du jour. Mais je n'ai, vous le savez, aucun goût pour les longs discours. En outre, quoi qu'en pensent certains pessimistes, je ne crois pas que l'enseignement patriotique et moral soit menacé dans nos écoles ; j'ai vu beaucoup d'entre vous à l'école, dans vos classes et je sais que vous vous efforcez tous d'être de véritables éducateurs, de former à la fois l'esprit et le cœur de vos jeunes élèves, d'en faire d'honnêtes gens et de bons Français.

Il ne me reste donc qu'à vous remercier de m'avoir invité à votre fête, à vous dire, une fois de plus, combien je suis heureux de me trouver avec vous. Et quand j'aurai remercié aussi vos aimables présidents, qui ne perdent jamais l'occasion de me dire des choses flatteuses (trop flatteuses même), je n'aurai plus qu'à m'asseoir. Cependant, je veux vous féliciter d'avoir réuni, cette année encore, les deux grandes associations auxquelles appartient la plupart des instituteurs et des institutrices du Lot, la Société de Secours mutuels et l'Amicale. J'espère que, de plus en plus étroite, cette union, elles ne feront bientôt qu'une seule association. Vous ne l'ignorez pas, je rêve de voir les Amicales se développer toujours davantage et étendre leur action bienfaisante sur tout le domaine de la solidarité professionnelle.

Mais ce n'est pas seulement par le nombre de ses membres, l'activité de son comité, le dévouement de son bureau qu'une Amicale rend des services ; c'est en donnant à tous ceux qui viennent à elle un véritable esprit d'indépendance et de dignité qu'elle joue un rôle des plus utiles. Nous sommes ici entre universitaires, aucune oreille étrangère ne nous écoute : laissez-moi vous dire quelques vérités ; ne briguant aucun mandat électif, je puis parler en toute sincérité, vous montrer certains défauts, qui se rencontrent ailleurs que parmi vous. Ma critique, rassurez-vous, ne sera ni bien méchante, ni bien longue.

De tous côtés on se plaint de l'ingérence des hommes politiques, on dit que la faveur l'emporte souvent sur le mérite, on cherche à enrayer un mal qui semble grandir chaque jour. Pourquoi donc, quand on est membre d'une Amicale, solliciter l'appui des hommes politiques ? Vous vous plaindez qu'ils vous nuisent parfois, pourquoi recherchez-vous leur appui pour vous faire donner un poste de choix ou une récompense ?

Je ne nommerai personne, et d'ailleurs mon discours s'allongerait démesurément si je voulais citer tous ceux qui ont sollicité et obtenu l'intervention de leur député ou de leur conseiller général. Mais quelques faits, connus à peu près de tous, sont particulièrement démonstratifs d'un état d'esprit des plus fâcheux. C'est, par exemple, un instituteur désireux de voir sa fille, qui n'est point passée par l'École Normale, obtenir un poste avant d'autres ayant plus de droits ; maires et conseillers généraux, députés sont importunés pendant des mois pour qu'ils se fassent accorder, de gré ou de force, la nomination si ardemment souhaitée, et l'inspecteur d'académie reçoit lettres sur lettres où on lui demande de donner satisfaction pour

le salut de la République. Je ne parlerai pas d'autres de vos collègues que l'amour paternel ou un souci exagéré de leurs intérêts personnels ont poussé à de multiples démarches qui n'étaient pas pour augmenter leur dignité et leur considération.

Pensez-vous que des éducateurs puissent agir ainsi sans s'indigner un démenti et, par conséquent, sans diminuer leur autorité, leur valeur morale ? Comment formeront-ils de bons républicains, s'ils donnent un pareil exemple et comment expliqueront-ils à leurs élèves l'article 6 de la Déclaration des Droits de l'Homme ? Et s'ils se livrent ainsi aux hommes politiques pour obtenir des faveurs, de quel droit se plaindront-ils quand ces mêmes personnes exigeront contre eux des mesures de disgrâce ? Vous ne voulez pas que les hommes politiques puissent vous nuire ? Fort bien, commencez alors par ne leur rien demander.

N'oubliez pas que vous ne devez jamais être des agents politiques. Sans doute, comme l'ont fort bien dit, depuis vingt-cinq ans, plusieurs ministres de l'Instruction publique, vous n'avez pas le droit d'être hostiles ni même indifférents au Gouvernement républicain ; quand on est fonctionnaire, il faut être un loyal serviteur des institutions que le pays s'est librement données. Mais ne soyez pas les hommes d'un parti, d'une coterie, ne soyez pas les clients politiques d'un candidat ; à vous mêler de trop près aux luttes locales, vous n'avez rien à gagner, mais beaucoup à perdre. Votre rôle est d'ailleurs plus grand, plus élevé. Sans cacher vos opinions personnelles (on ne vous a jamais demandé une pareille abdicacion), vous devez vous élever au-dessus des rivalités de partis ou d'hommes afin d'enseigner à vos élèves (et dans la plupart des communes tous ont droit à ce titre, car votre influence peut être très grande et on vous prend souvent pour modèle), afin de leur enseigner les principes républicains, de leur inspirer l'amour véritable de la justice, la fraternité et l'usage raisonnable de la liberté. C'est par la formation de l'intelligence et du cœur de vos enfants que vous ferez œuvre utile, en préparant des générations de sincères républicains, non en vous lançant à corps perdu dans la mêlée politique pour en retirer quelques avantages... ou de gros désagréments.

Mais voici que, sans m'en apercevoir, je mets moi-même un pied sur le terrain dangereux que je vous signale. N'allons pas plus loin. Et puis, je vois M. le Proviseur qui me regarde, semblant me dire que j'oublie quelque chose. La parole est d'argent, le silence est d'or, dit un proverbe ; c'est aussi l'avis de M. le Proviseur qui me laisse le soin de vous remercier, en son nom et au nom de Mme la Directrice du Collège, de les avoir invités à votre banquet. Ils y avaient presque des droits, ayant dans leurs établissements des classes primaires ; ils sont d'ailleurs tous deux des amis des instituteurs. Pour moi, je me réjouis de voir tous les Universitaires, à quelque ordre qu'ils appartiennent, unis dans une commune joie. Tous, dans l'enseignement secondaire comme dans le primaire, n'avons-nous pas la même lourde mais noble tâche de former des esprits éclairés et droits, de bons citoyens, d'honnêtes gens ?

Mes chers amis, encore une fois merci pour votre invitation, surtout pour l'affection que vous me témoignez en maintes circonstances et que je partage sincèrement, croyez-le bien.

Je bois, mes chers amis, à la prospérité de l'Amicale et de la Société de Secours mutuels, au bonheur de vos familles, à l'avenir heureux de l'école laïque.

Un tonnerre d'applaudissements salua ce beau discours et M. Roques est l'objet durant plusieurs minutes d'une manifestation enthousiaste de sympathie de la part de tous les instituteurs.

Discours de M. Gauthier

M. Gauthier, délégué de l'Amicale de la Corrèze, au nom des délégués des Amicales présentes au banquet, remercie ses collègues du Lot de leur accueil aimable et cordial.

Il lève son verre au succès de la cause que défendent les Amicales de France.

M. Gauthier est vivement applaudi. La parole est donnée à notre ami Cathary de la Dépêche.

Discours de M. Cathary

Répondant au toast que l'aimable M. Rajade a bien voulu porter aux membres de la presse républicaine, notre excellent confrère Cathary s'en tire avec sa facilité et son brio habituels.

Pendant qu'il se lève, M. Doumerc, inspecteur primaire, lui propose à voix basse : « Voulez-vous que je prenne pour vous des notes, tandis que vous parlez ? »

Cathary ne perd pas cette bonne occasion d'égayer l'auditoire, ce qui est du reste sa manière favorite.

Mesdames, messieurs, comment-il, voici que votre inspecteur primaire m'offre sa précieuse collaboration et me demande du papier pour noter les belles choses que je vais vous dire... (Explosion de rires).

J'avais souvent eu l'intuition que M. Doumerc abandonnerait l'enseignement pour le journalisme. Mais rassurez-vous ; ce beau feu ne durera pas. Quand votre inspecteur connaîtra les épineux du métier, il se hâtera d'en sortir. Nous vous le rendrons... »

L'auditoire, très égayé, préférerait de toute évidence que notre gai confrère poursuivît sur ce ton humoristique, mais Cathary court aux choses sérieuses, désireux, dit-il, d'abréger, de rendre au plus vite la liberté à tant de malheureux qu'on assassine de paroles... »

Et tandis que le rire demeure encore suspendu sur l'assemblée, il dit avec juste raison que la presse radicale ne mérite aucun éloges pour les concours qu'elle apporte à l'Amicale et, en général, à l'œuvre de l'enseignement laïque. Il considère que le but poursuivi par les instituteurs comme par les journaux de la démocratie est le même : émancipation de la pensée de l'enfant, harmonie dans l'esprit de tous les jeunes, en vue

d'une société meilleure, d'une République toujours plus acceptée, tendant de plus en plus à la perfection rêvée, et qui sera le règne de la justice et de la bonté.

Mais le journaliste républicain n'oublia jamais que son rôle est aussi de défendre avec vigueur les instituteurs dans toutes les circonstances où ils seront en butte à de basses et lâches tracasseries. Lorsque, dit-il, comme à Jambusses, nous verrons une toute jeune institutrice devenir, sur les excitations de ces gens d'église qui pratiquent la doctrine du Christ à la façon des Peaux-Rouges, la victime d'énergumènes sans conscience, notre plume jaillira de l'encrier et frappera comme un glaive. Il est des iniquités, des lâchetés que nous ne tolérerons pas. Et si on nous trouve courtis sur le terrain des principes, nous serons violents pour combattre la violence. (Vifs applaudissements).

L'orateur répond ensuite à la partie du discours de M. Rajade ayant pour but d'établir la distinction nécessaire entre les Amicales et les syndicats d'instituteurs. Il n'y a certes pas confusion dans l'esprit des journalistes, et notre confrère profite de l'occasion pour rendre un juste hommage à la sagesse de l'Amicale du Lot, qui exprime ses revendications dans une forme où se révèle la clarté d'esprit et la raison.

« Je suis fier, dit-il pour conclure, de boire à la prospérité de votre Amicale, et en buvant à vous tous, mesdames, messieurs, je suis bien sûr de boire à la République elle-même, à la République intelligente et saine. »

Notre confrère est longuement applaudi.

Discours de M. le Préfet

M. le Préfet du Lot prend la parole. De vigoureux applaudissements éclatent de tous les côtés de la salle.

Il se félicite de prendre contact, une fois de plus, avec les membres du corps enseignant primaire et il est heureux de les voir réunis en association fraternelle dans un but de solidarité.

Il promet de défendre devant le Conseil général, en août prochain, le rétablissement de la subvention de 100 francs qui était allouée à la Société de secours mutuels par le département. Il espère que revenu au calme financier, le Conseil général ne manquera pas de rétablir ce crédit.

Il se fera également un devoir de soutenir l'instituteur qui fut victime de la malignité de quelques-uns, dans la commune de Leyme. Il promet, d'intervenir par un rapport, auprès du ministre de l'Instruction publique en faveur de la cause défendue par les Amicales.

M. le Préfet dit combien il voudrait donner une assurance de sa chaude sympathie aux membres de l'enseignement primaire. Fils d'universitaire, il a au cœur l'amour de l'enseignement primaire, des instituteurs dont la tâche est rude et des institutrices dont la situation, parfois, dans certaines communes, est difficile.

M. le Préfet encourage vivement les instituteurs dans l'œuvre d'association dont le but est de préparer la défense de leurs intérêts professionnels.

Aussi il fait des vœux sincères pour la prospérité de cette Association qui devrait avoir des horizons plus variés. Pourquoi l'Amicale ne s'occuperait-elle pas d'organiser, des œuvres post-scolaires, des Petites Amicales, les petites A, comme on les appelle.

Dans un très grand nombre de départements, ces œuvres existent, elles sont très développées et donnent d'excellents résultats.

Par des fêtes, des concours littéraires et artistiques, par l'exercice des sports, les Petites A préparent les enfants à mieux servir la Patrie et la République.

M. le Préfet termine son éloquent discours en levant son verre au succès des deux belles sociétés, l'Amicale et la Société de secours mutuels des institutrices et instituteurs du Lot, au développement des œuvres post-scolaires qui, bientôt, il l'espère, couvriront d'un large réseau le département.

Et voulant rappeler la bonne tradition, se souvenant qu'il est le représentant du gouvernement de la République, il lève son verre en l'honneur d'Armand Fallières, président de la République Française.

Une triple salve d'applaudissements répond aux belles paroles de M. le Préfet que tous les convives saluent encore par un formidable ban.

La série des discours est terminée, les convives quittent la salle du banquet en emportant la bonne impression que la solidarité n'est pas un vain mot parmi les membres du corps enseignant primaire.

LA FÊTE DE NUIT

Le soir, dès 9 heures, a eu lieu la fête de nuit : concert organisé par des amateurs de réel talent et bal. C'est dans la salle où le banquet

avait été servi que le bal a eu lieu. Nombres étaient danses et danses qui ont tourbillonné aux sons d'un excellent orchestre sous la direction de M. Rivière, directeur de l'Avenir Cadurcien.

En terminant, nous tenons à adresser nos félicitations et nos remerciements aux organisateurs de la fête pour l'excellent accueil qu'ils ont fait à la presse.

L. B.

Contributions indirectes

Notre compatriote M. Vizon, commis des contributions indirectes à Evaux (Creuse) est nommé commis principal à Lacapelle-Marival. Nos félicitations.

M. Sauret, receveur des contributions indirectes à Levier (Doubs) est nommé en la même qualité, à Catus en remplacement de M. Desplat, retraité.

Brevets

Lundi prochain, 15 juin, s'ouvrira, à Cahors, la session des examens pour le brevet élémentaire. Celle du brevet supérieur, s'ouvrira le 6 juillet prochain.

Excursion de l'Ecole normale de Cahors
La Petite Gironde publie de son correspondant de St-Sébastien (Espagne) l'information suivante :

Les élèves de troisième année de l'Ecole normale d'institutrices de Cahors sont venues visiter notre ville accompagnées de leur directrice, Mme Paringau, et d'un professeur d'anglais miss Mac.

Une excursion a été faite par les jeunes Françaises à Fontarabie, où M. Salcedo leur a servi de guide ; Renteria, Passages ont été également visités ; les paysages basques très admirés, resteront parmi les agréables souvenirs qu'emporteront de leur voyage en Espagne les élèves de l'Ecole normale de Cahors.

Vétérans des armées de terre et de mer
La réunion statutaire obligatoire, de la section de Cahors, aura lieu dimanche, 14 juin, à 10 heures, à la mairie.

Après la réunion tous les membres se rendront, drapeaux en tête, au monument des Mobiles du Lot pour déposer une palme à la mémoire de leurs frères d'armes morts en défendant le sol de la patrie.

C'est ce jour-là que doit avoir lieu le banquet annuel, sous la présidence de M. Darquier, maire de Cahors ; MM. Carlin et Cayrac, adjoints, ont aussi promis d'y assister.

Le banquet aura lieu à l'Hôtel des Ambassadeurs, à midi.
La commission nous prie d'annoncer, qu'en présence du grand nombre de souscripteurs, elle n'acceptera plus aucune adhésion après le 11 juin. Les anciens combattants, quoiqu'ils ne faisant pas partie de la section, peuvent aussi souscrire jusqu'à cette date.

Ou se fait inscrire chez M. Sarrazin, trésorier, rue Brives.

Pour les pauvres

La commission des fêtes s'est réunie en vue du règlement des recettes et dépenses des Fêtes de charité qui ont, durant trois jours, donné tant d'animation à la ville de Cahors.

Les recettes ont été de 4.597 fr. et les dépenses de 4.214 fr. 60. L'excédent de cette recette, joint au produit de la quête, donne une somme d'environ 500 fr., qui sera distribuée aux pauvres de la ville.

Nous adressons de nouveaux remerciements à MM. les organisateurs et leur souhaitons encore un succès meilleur pour l'année prochaine.

Découverte d'ossements

Ces jours derniers, les ouvriers occupés aux travaux de réfection à la Cathédrale, ont mis à jour, en enlevant des dalles, quatre squelettes.

On croit que ces ossements étaient ceux de quatre anciens évêques du Quercy, mais rien ne le prouve, car il a été impossible de déchiffrer les vieilles inscriptions gravées dans la pierre.

Conseil de Préfecture

Le Conseil de Préfecture s'est réuni samedi 6 juin, à 2 heures, pour statuer sur les affaires suivantes :

- 1° Les sieurs Delpech et consorts, de Caillac. — Elections municipales du 10 mai. — Protestation rejetée.
- 2° Les sieurs Pégourié et consorts, de Durban. — Elections municipales du 3 mai. — Protestation rejetée.
- 3° Les sieurs Courdresses et consorts de Fontanes (St-Cévet). — Elections municipales du 10 mai. — Protestation rejetée.
- 4° Le sieur Pechmagré Caminade, de Beaumont. — Elections municipales du 17 mai. — Protestation rejetée.
- 5° Le sieur Arjac, de Sauliac. — Elections municipales du 17 mai. — Protestation rejetée.

6° Les sieurs Dalet et consorts, de St-Chamarand. — Elections municipales du 17 mai. — Elections annulées.

7° Les membres du bureau électoral de Caillac. — Elections municipales du 3 mai. — Election du sieur Brugel annulée.

8° Le sieur Alazard, de Caillac. — Elections municipales du 3 mai. — Protestation rejetée pour cause de forclusion.

9° Le sieur Maury Jean, de Roilhaguet. — Elections municipales du 17 mai. — Protestation rejetée.

10° Les sieurs Cambornac et consorts de Vers. — Elections municipales du 17 mai. — Elections annulées.

11° Les sieurs Mirabel et consorts de Cajarc. — Elections municipales du 17 mai. — Protestation rejetée.

12° Le sieur Rouquié, de Molières. — Elections municipales du 10 mai. — Elections annulées.

13° Les sieurs Maynard et consorts, de Belfort. — Elections municipales du 10 mai. — Protestation rejetée pour cause de forclusion.

14° Les sieurs Jardel et consorts, de Meyronne. — Elections municipales du 10 mai. — Elections annulées.

15° Les sieurs Verdier et consorts, de St-Perdoux. — Elections municipales du 3 mai. — Elections annulées.

16° Les sieurs Laporte et consorts, de St-Médard-Nicourby. — Elections municipales du 10 mai. — Elections annulées.

17° Le sieur Bessières, de Castelnaud. — Elections municipales du 10 mai. — Protestation rejetée.

18° Le sieur Tailhade, de Castelnaud. — Elections municipales du 10 mai. — Elections annulées.

Concours de manœuvres de pompes
Une équipe de sapeurs-pompiers de la compagnie de Cahors se rendra à Tulle, le dimanche 5 juillet, pour prendre part au grand concours de manœuvres de pompes qui doit avoir lieu dans cette ville à cette date.

La loterie de St-Pol-sur-Mer
Emile Claret, originaire du département du Lot, accomplit en ce moment son service militaire au 108^e de ligne (1^{er} bataillon) en garnison à Bergerac et est soldat-ordonnance de M. le lieutenant Lambert.

Il y a deux mois environ, le soldat Claret acheta une pochette-surprise au bureau de M. Guyot, près le passage à niveau de la route de Fonbonne ; il s'empressa de faire inscrire sur un carnet les numéros respectifs des billets contenus dans la pochette, parmi lesquels aurait figuré le n° 7.153.492, de la loterie du Sanatorium de Saint-Pol-sur-Mer.

Claret attendait patiemment le jour du tirage, et samedi matin, en parcourant la liste des numéros gagnants, il s'aperçut non sans une réelle émotion que le n° 7.153.492 était sorti avec un lot de 500.000 fr. Comme bien on pense, le brave trouper n'en pouvait croire ses yeux et sa joie était débordante. Un demi-million ! Combien de rêves dorés, de projets grandioses germèrent dans le cerveau enfiévré du militaire. Malheureusement, le numéro gagnant aurait été égaré, perdu même, et n'a pu être retrouvé à l'heure actuelle malgré les plus actives recherches.

Le soldat Claret est au désespoir. Dame Fortune ne répand pas tous les jours une aussi abondante pluie de pièces d'or et de billets bleus ! Il va faire opposition et il espère obtenir satisfaction par la suite.

Bon courage, soldat Claret.

Contravention

De la Dépêche.
La gendarmerie de Cahors a dressé, dimanche, une contravention à un inoffensif « pescofi » qui pêchait à la ligne de fond, et l'on sait que cette pêche n'est pas tolérée jusqu'au 15 Juin.

Sans critiquer aucunement cet acte, qui est conforme aux instructions reçues par les gendarmes, nous ferons seulement observer qu'il serait peut-être préférable que les agents de la force publique fussent employés à une surveillance plus étroite des braconniers de la chasse, lesquels ont exercé ces jours derniers de véritables hécatombes de perdrix.

Le préjudice occasionné par un pêcheur à la ligne, même quand il tend ses hameçons pour la capture des carpes, est des plus minimes, si on le compare à celui causé par le braconnier qui tue les perdrix à la chanterelle ou au moyen d'appellants au moment des couvées. Aussi persistons-nous à exprimer, avec tous les vrais chasseurs, le vœu qu'une surveillance des plus actives soit exercée sur les côtesaux, d'où le gibier finira par disparaître totalement si on n'y prend garde.

Concert militaire

La musique militaire prêtant son concours à la fête organisée, ce soir, au Collège de Jeunes Filles, le concert militaire n'aura pas lieu sur les Allées Fénelon, ce soir jeudi.

Nos DÉPÊCHES

Télégrammes reçus hier :

Paris, 10 Juin 1 h. 7 s.

Mort de M. Boissier

M. Gaston Boissier, secrétaire perpétuel de l'Académie française, est mort ce matin à Viroflay.

La grève de Draveil

M. Clemenceau a reçu dans la matinée, M. Dalimier député de Seine et Oise et le préfet de Versailles, avec lesquels il s'est entretenu des incidents de Draveil.

Entrevue des souverains Anglais et Russes

Les souverains anglais et russes ont échangé dans la matinée des visites en rade de Revel puis ils ont déjeuné sur le « Standart ».

Télégrammes reçus aujourd'hui :

Paris, 11 Juin 1 h. 27 s.

Conseil des Ministres

Le Conseil des ministres s'est réuni ce matin : il a approuvé les déclarations que M. Clemenceau fera dans l'après-midi à la Chambre pour répondre aux interpellations relatives aux incidents de Vigneux.

Les incidents de Draveil

On croit savoir qu'un maréchal des logis et plusieurs gendarmes qui ont pris part à ces incidents seront envoyés devant un Conseil d'enquête qui décidera s'ils doivent être traduits en Conseil de guerre.

L'incident Franco-Chinois

Les ministres se sont mis d'accord sur les réparations qui seront demandées à la Chine à la suite des incidents de Yunnan.

AGENCE FOURNIER.

Arrondissement de Cahors

Limogne

Conseil municipal. — Le Conseil municipal de Limogne se réunira le samedi 13 juin à 3 heures du soir dans une des salles de la mairie. Séance de nuit.

Ordre du jour :

- Règlement définitif du budget 1907 ;
- Budget supplémentaire de 1908 et primitif de 1909 ;
- Assistance médicale gratuite ;
- Service vicinal ;
- Nomination des commissions.

Comité républicain radical. — Les membres du Comité républicain radical de la commune de Limogne sont priés de se rendre à la réunion qui aura lieu dimanche 14 juin à 4 heures du soir, dans la salle ordinaire de leurs séances.

Ordre du jour :

- Règlement des comptes 1907-1908 ;
- Remerciements ;
- Question du banquet.

Fages-Luzech

L'Eglise et l'Ecole laïque. — Mardi matin, la classe à peine commencée, l'institutrice de Fages, dont le zèle laque a le don d'exaspérer l'intéressant — oh ! combien — desservant de Camy, voyait entrer, comme une bombe, dans la salle d'école, très haut et très illustre sire D... universellement connu dans la région pour sa compétence en matière d'enseignement. Il venait, ce bon monsieur, s'enquérir du livre d'histoire que son fils avait entre les mains. Il se précipite vers son fils, prend l'histoire Aulard et Debidour la lance loin de lui, et, dans un langage insolent, dont nous nous garderions bien de reproduire les termes, par respect pour nos lecteurs, il dit :

« Qu'il ne voulait pas que son fils eût un pareil livre entre les mains, — et l'on sait que s'il ne veut pas d'un tel livre, c'est qu'il l'a lu, comment avec la haute culture historique et philosophique qu'on lui connaît... »

« Qu'il entendait que l'institutrice adoptât un autre livre — lequel, s'il vous plaît, monsieur le compétent, Calvet ou Seignobos ? — »

« Qu'il payait l'institutrice et que celle-ci n'avait qu'à lui obéir — tiens, tiens, vous payez le desservant, vous le priez même le dimanche pour qu'il vous dise les vœux et c'est lui qui vous fait marcher ! Dites-donc, mais, vous me semblez ne pas savoir ce que vous chantez... »

« Qu'il ne donnerait à son fils que les livres qu'il lui plairait — Oh ! très bien. Commencez donc monsieur, par lui donner un livre où il soit question de la manière de se conduire chez les autres, avec des dames ; ce ne sera sans doute pas inutile — etc., etc. »

L'institutrice, sans se départir de son calme, fit observer à monsieur D... qu'elle savait ce qu'elle avait à faire et qu'elle n'avait d'ordres à recevoir que de ses chefs.

Sur ce, notre homme de s'emporter, de vomir des injures, de cracher des menaces, d'emmenner son enfant, de sortir en faisant claquer la porte, en grognant : « Je verrai ce que j'ai à faire. »

Ce que vous avez à faire, Monsieur D..., c'est de vous tenir tranquille.

Vous ignorez, peut-être, que, la scène grotesque que vous fîtes mardi matin, est de nature à vous mener tout droit sur les bancs des tribunaux répressifs. D'autres ont fait comme vous, monsieur, ils sont actuellement aux prises avec le Parquet (art. 224 du Code Penal).

Sachez, oh ! ineffable héros Donquichottesque, que vous n'avez — malgré que vous payiez les fonctionnaires, (ne l'est pas qui veut, fonctionnaire, vous en savez quelque chose, pas ? cantonnier raté) — nullement le droit de pénétrer dans la classe et que l'institutrice n'a d'ordres à recevoir ni de vous, ni de votre femme, ni de votre burlesque desservant.

Ainsi donc, Monsieur, veuillez vous tenir tranquille, dans votre intérêt. Le journal saura dévoiler votre conduite à qui de droit.

Ce cas particulier est le signal de la lutte acharnée hypocritement engagée, sous le couvert de bons livres à mettre entre les mains des enfants, par l'Eglise contre l'esprit laïque dans la personne des instituteurs.

Il importe donc que le gouvernement, fasse quelques exemples sévères, qu'il continue à protéger ses modestes serviteurs contre le fanatisme des populations ignorantes que les prêtres conduisent comme de timides brebis.

Que les instituteurs ne se laissent pas émouvoir par cette nouvelle forme de honteux mouchardage clérical : ils peuvent compter et sur la presse républicaine et sur l'énergie du gouvernement démocratique.

Castelfranc

Conseil municipal. — Le Conseil municipal s'est réuni dimanche dernier. Ont été nommés administrateurs du bureau de bienfaisance : M. Servant, Baptiste, conseiller et M. Servant, charbon.

Sur la proposition d'un de ses membres, le Conseil donne mandat à M. le Maire, de faire le nécessaire pour obliger M. le curé à rebâter un mur séparant l'église du presbytère et à que le desservant avait abattu sans aucune autorisation.

Prayssac

Encore les romanciers. — Depuis quelque temps, des troupes de romanciers se succèdent sur la place du Marché-au-Bétail.

Les femmes se livrent à la vente de la vannerie, visitent les maisons les plus reculées des localités. Trois de ces aventurières entrèrent récemment dans une maison assez écartée et demandèrent à manger.

Dès qu'elles eurent compris la simplicité de leur vieille hôtesse, l'une d'elles se mit à faire des signes de croix et le boniment habituel.

La bonne vieille se laissa tenter par la bonne aventure. Comme toujours une fortune l'attendait, mais surtout deux mille francs se trouvaient dans une cachette. Seulement il fallait que tout l'argent qui se trouvait dans l'intérieur de la maison fut renfermé dans un mouchoir, l'or vidé de la main gauche et les pièces de monnaie de la main droite, afin de pouvoir obtenir le trésor.

Sans hésiter et avec empressement, la vieille obéit et les trois aventurières quittèrent la maison.

La fille de l'exploitée prévint le garde. Avec beaucoup de peine, on rattrapa les coupables qui se défendirent avec acharnement à coups de pierre.

Les voisins aidèrent à les maîtriser. Arrivées à leur tribu, sommées par la foule de remettre la somme, elles finirent par restituer 10 francs.

La gendarmerie prévenue arriva aussitôt et la plus violente des trois aventurières fut enfermée en lieu sûr.

Saint-Géry

Le jeudi 4 courant, le facteur Mithau Louis, de notre commune, âgé de 34 ans, assurant le service de ce modeste poste depuis bientôt cinq ans, a trouvé dans sa tournée à Bouzies-Haut, un porte-monnaie contenant une somme assez rondelette, qu'il s'est empressé de remettre à M. Crocq, maire de cette localité, lequel l'a vivement félicité de sa conduite.

Cet acte est d'autant plus méritoire que M. Mithau n'est pas fortuné, qu'il est marié, père de deux enfants en bas âge et que ses ressources sont des plus modestes.

Nous signalons à ses chefs l'attitude de ce bon et brave facteur dans l'espoir qu'une bonne note de l'Administration lui apportera un encouragement bien mérité.

Arrondissement de Figeac

Figeac

Banquet. — Le Cercle d'action démocratique et sociale donnera un banquet dimanche prochain, à 7 heures du soir.

Ce banquet a été fixé à la veille de la foire du 15 pour permettre aux membres forains d'y assister.

Nous engageons vivement ces derniers à se rendre à l'appel du Comité d'organisation.

Le banquet sera servi dans les salons de l'hôtel Destip, faubourg d'Anjou.

Réunion. — La commission cantonale d'assistance se réunira vendredi 12 juin à onze heures du matin, à l'hôtel de la sous-préfecture.

Arrondissement de Gourdon

Martel

Accident de bicyclette. — Dimanche dernier, un jeune homme, le nommé L..., revenant de Martel à bicyclette. Après avoir dépassé le Mathieu, à un tournant brusque, la bicyclette se trouva tout à coup au milieu d'un nombreux troupeau de moutons et malgré tous ses efforts il fut violemment projeté sur la route.

Il fut relevé dans un piteux état, laissant sur le terrain, une dent et un morceau de la lèvre supérieure.

Nous souhaitons à ce jeune homme une prompte guérison.

Lanzac

Obsèques. — Lundi matin, ont eu lieu les obsèques de Mlle Amélie Mondy, institutrice à Lanzac, qu'une longue et cruelle maladie vient d'enlever à l'âge de vingt-six ans.

Au cimetière, M. Bouyé, directeur de notre école laïque de garçons, a dit un dernier adieu à la défunte.

Nous adressons à sa famille, si cruellement éprouvée, l'expression de nos plus sincères compliments de condoléances.

Souillac

Une auto en feu. — Une automobile conduite par des touristes a pris feu subitement, sur la route de Brive, à trois kilomètres environ de Souillac. Les voyageurs ont eu à peine le temps de se sauver des flammes. Les débris du véhicule ont été conduits à Souillac pour y être expertisés.

Marché aux écorces. — Les ventes d'écorces sont actives, et les cours se maintiennent entre 7 et 8 francs la charge, soit les trois quinquats.

Chez nos voisins

Lot-et-Garonne

FUMEL

Banquet des sapeurs du génie

Les sapeurs du génie se sont réunis samedi soir à 6 heures chez leur camarade Delbrel, afin de décider quel jour aurait lieu leur banquet traditionnel, et désigner l'hôtel qui devrait le servir.

La date du 28 juin fut adoptée. Le dîner aura lieu à midi précis chez M. Deluc, le vatel fumelois.

Les sapeurs inconnus qui n'assistaient pas à la réunion et qui désireraient participer au banquet, sont priés de se faire inscrire chez M. Duron, céniste à Fumel, ou chez Delbrel, bar populaire, au Passage.

Le prix du banquet est fixé à 3 fr. 50 café compris ; la cotisation devra être versée le jeudi qui précèdera le jour du banquet (dernier délai).

Fête patronale

La fête patronale de Fumel sera célébrée cette année avec un éclat inaccoutumé, grâce à l'appui moral qu'a prêté notre nouvelle municipalité aux organisateurs. Voici le programme de ces fêtes.

Le samedi 20 juin, annonce de la fête par une salve de 21 coups de canon, le soir à 8 h. 1/2, retraite aux flambeaux par la municipalité avec tambours et clairons de la compagnie des sapeurs-pompiers.

Dimanche 21, à 6 heures du matin, salves d'artillerie ; de 7 heures à 11 heures, clôture du concours de tir à l'école de garçons ; à 3 heures, place du Postal, inauguration de la fontaine monumentale, défilé des enfants des écoles laïques ; à 4 heures sur l'Esplanade, fête des écoles, chœurs exécutés par tous les enfants avec accompagnement de la musique municipale ; à 5 heures, distribution des prix du concours de tir ; Mouvements d'ensemble par les Patriotes Fumelois ; à 8 heures 1/2 sur l'Esplanade, grand concert par la musique municipale ; à 9 heures 1/2, grand bal champêtre, brillant orchestre, bataille de confetti.

NOTA. — Des lots de réelle valeur offerts par MM. les Députés et Sénateurs du Lot-et-Garonne, ainsi que par la municipalité et divers commerçants sont exposés dans les vitrines de M. Ruben Sanspée ; ces lots sont tous affectés au concours de tir ; aussi sont-ils nombreux les bons tireurs de toute la région qui se mettent en ligne pour se disputer les plus beaux prix, nous sommes persuadés qu'il y aura foule le dimanche matin pour la clôture du concours.

VARICES-PHLEBITE

Traitement par l'Élixir de VIRGINIE NYRDAHL. Le Flacon : 4 f. 50. Éc. 20, R. de la Rochefoucauld, PARIS.

pour recevoir franco la Brochure explicative. Il n'existe qu'un seul produit ayant droit au nom d'Élixir de Virginie : il porte la signature NYRDAHL.

Bibliographie

Sommaire du Monde Illustré

« Le crime de l'Impasse Rossin », qui a été la sensationnelle et tragique actualité de la semaine, est résumé dans

Le Monde Illustré

par une série d'illustrations très documentées, qui, en donnant le décor exact des meurtres si audacieusement accomplis, montre la physionomie des victimes et des autres personnages mêlés à cet horrible drame.

L'exposition franco-britannique et le « Séjour à Londres de M. Fallières », motif de nombreuses gravures. Parmi les plus intéressantes il faut signaler la page consacrée à la sympathique physionomie de notre président et qui montre M. Fallières en quelques-unes de ses attitudes familières.

Cette page, la première du numéro, suffirait à assurer le succès en raison de son caractère très pittoresquement artistique.

La place nous manque pour mentionner tous les autres sujets dignes de fixer l'attention des lecteurs et relatifs aux théâtres et aux sports. Citons cependant de jolies gravures sur « Ssegourotchka » (Opéra-comique) et sur « Chignon d'or », au Prince-Théâtre.

Eau Alcaline Gazeuse Economique **COMPRIMÉS VICHY-ETAT** 3 x 5 12.45

Avis essentiel

La maison VIOLET frères, de Thuir (Pyr.-Orient.) prévient sa clientèle que dorénavant son produit Byrrh, le plus ancien et le meilleur des toniques et apéritifs à base de vin généreux et de quinquina, sera exclusivement livré en bouteilles.

Le conditionnement de la bouteille type et son aspect caractéristique ont été déposés.

En outre, elle croit de son devoir de mettre en garde le consommateur contre les nombreux produits de contrefaçon vendus ou servis sous l'étiquette ou sous le nom de Byrrh et de l'inviter à exiger la bouteille d'origine.

Bulletin Financier

Paris, 10 Juin.

La bonne tenue des places étrangères a sa répercussion chez nous et nous constatons aujourd'hui une légère amélioration des tendances générales de notre marché.

Noire 3 0/0 reprend un peu à 95.10. Les fonds russes s'inscrivent : le Consolidé à 88.60, le 3 0/0 1891 à 75.85 ; le 1896, à 73.70 et le 5 0/0 nouveau à 98.40.

L'extérieure espagnole est à 97.17, le Portugais à 65.92 et le Turc à 96.85.

Dans le groupe des Chemins français, le Lyon cote 4354 et le Nord 1797.

Parmi nos Etablissements de Crédit, la Banque de Paris progresse à 1461 et le Crédit Lyonnais à 1174.

Le Crédit Foncier Mexicain se tient à 329 fr.

La Banque de Cochinchine clôture à 275.

L'action de la Compagnie française des Bois injectés est demandée à 127.

L'Ouest Africain français Consolidé son avance à 530.

Les obligations 5 0/0 de la Compagnie des Tramways Force et Eclairage à Rio de Janeiro s'inscrivent à 412.

Pourquoi nous y croyons à Cahors

Parce que le fait est rapporté par un de nos concitoyens et non par un étranger inconnu de nous. M. Molinier, 2, rue St-James, à Cahors, nous dit : « Depuis plusieurs années, je souffrais de violentes douleurs dans les reins qui persistaient malgré tous les soins. A certaines périodes, aux changements de temps principalement, les souffrances étaient si aiguës que j'avais peine à me baisser ou à me redresser. La nuit je ne reposais pas car il m'était impossible de trouver dans mon lit une position convenable pour reposer mon dos. Parfois j'avais des éblouissements, j'étais devenu nerveux et irritable et j'étais si désolé de subir tous ces maux que j'étais même impossible de rester en place. Je ne savais pas que faire car rien ne m'avait soulagé et je me résignais, bien malgré moi à endurer mes souffrances quand un ami me parla des Pilules Foster pour les Reins, vendues à la Pharmacie Orléac à Cahors, comme très efficaces pour mon genre de mal. Je les essayai aussitôt et le résultat fut au-delà de tout espoir car dès les premiers jours je me sentis tout autre. Mon sommeil était meilleur, j'étais plus fort, plus souple et je me remuais presque sans douleur. Deux semaines après, j'avais obtenu un soulagement inespéré. Je certifie exact ce qui précède et vous autorise à le publier. »

Les douleurs du dos sont un indice infallible de la maladie des reins car la douleur est causée par les reins qui sont placés au bas du dos. Il y a d'autres symptômes fréquents de la maladie des reins, ainsi : les éblouissements, le mal de tête, l'enflure des chevilles, la bourdonnerie des yeux, la vue trouble, les dédoublements trinitaires, etc. Les Pilules Foster pour les Reins sont un remède spécial pour les reins et la vessie, elles agissent directement sur les reins n'ayant aucune action sur les intestins et guérissent ainsi la cause du mal de dos, de l'hydropisie

CHOCOLAT MENIER

Méfiez-vous
DES
Contrefaçons

Chronique agricole

CONSEILS DE SAISON

Les animaux de la ferme, les bêtes de travail sont assujetties à une lourde besogne journalière. C'est dire que la nourriture ne doit pas leur être ménagée. Les juments et les chevaux reçoivent du fourrage vert à l'écurie. Les juments ayant poulain en mars ou avril peuvent être remises progressivement au travail sans être tenues trop longtemps éloignées de leurs poulains. On fait sortir les jeunes chevaux et on les met au piquet dans les prairies de minette, trèfle violet ou incarnat. Les fourrages verts donnant de plus en plus, on les utilise copieusement à l'alimentation des vaches laitières, soit à l'intérieur des étables, soit sur pied. On fait saillir les vaches qui entrent en chaleur. Le temps est de plus en plus favorable aux sorties du troupeau, y compris les agneaux. Ceux nés en janvier et février sont sevrés. Dans les régions du Sud-Ouest et du Sud, la transhumance commence. On opère la tonte des moutons transhumants quittant les régions des plaines abritées pour les plateaux plus élevés. Dans la porcherie on procède au sevrage des jeunes gorettes. On sélectionne soigneusement les jeunes à conserver comme reproducteurs et on châtré les autres. Le fourrage vert figure en bonne place dans l'alimentation. On continue les opérations d'engraissement de façon générale, achevant l'engraissement des bovins dans les étables, poursuivant celui des animaux placés dans les herbages.

Les soins à donner aux oiseaux de

basse-cour ne doivent pas se ralentir. L'incubation des œufs de poules, oies et canes continue. On procède à l'enlèvement du duvet des vieilles oies et des canes âgées de deux à trois ans.

LES VIANDES AVARIÉES

Les fraudes abominables commises dans l'Est, par certains fournisseurs de viandes pour les troupes, m'amenent à causer des dangers qu'il y a à ingérer des chairs putréfiées ou malades. Nous sommes tous exposés, campagnards et citadins, à subir les conséquences de semblables méfaits que le service sanitaire tend heureusement à réduire le plus possible. Nul n'ignore plus aujourd'hui que la tuberculose peut se propager par la chair des animaux tuberculeux, surtout par celle du bœuf et de la vache; cette chair doit être absolument prohibée; il y a également lieu d'éloigner soigneusement de la consommation les animaux atteints de morve, de farcin, de typhus, de pneumonie contagieuse, d'érysipèle gangréneux, que parfois des propriétaires livrent en cachette à l'abattoir ou que des bouchers sans scrupules n'hésitent pas à débiter.

Les viandes normales elles-mêmes deviennent, quand elles sont putréfiées, un véritable danger pour la santé publique; il se forme, en effet, après la mort, de véritables poisons dans les tissus des animaux; ces poisons sont appelés ptomaines; injectés dans le sang ces ptomaines produisent la fièvre, des frissons, des vomissements, de la diarrhée; la mort survient si la quantité de ptomaine injectée a été suffisante.

Or, les viandes gâtées, le gibier faisant, le poisson corrompu sont riches en ptomaines; il faut les rejeter, car la cuisson diminue seulement la proportion de ces poisons, sans les faire disparaître totalement.

Il en est de même pour les produits de charcuterie mal préparés: les

jambons et les saucissons avariés par suite d'une fumure ou d'une cuisson incomplète, occasionnent des éruptions sur la peau et divers accidents plus ou moins graves, tels que le refroidissement des extrémités des membres; le botulisme, c'est ainsi qu'on nomme cette indisposition, est très fréquent en Allemagne, où l'on mange beaucoup de saucisses crues.

D'une façon générale, il y a lieu de se méfier de tous les produits comestibles, dont le prix est d'un bon marché dérisoire. Il faut aussi que nous nous assurions — nous y avons tous intérêt — si l'inspection des viandes exigée par la loi, est régulièrement et rigoureusement exercée.

Il n'est pas exact de dire que parce qu'un animal a été abattu dans une tuerie quelconque, son propriétaire ne peut obtenir une indemnité si d'ailleurs l'abatage a eu lieu après réquisition d'un vétérinaire sanitaire agréé par le préfet.

La demande doit être rédigée sur papier timbré et visé par le maire avec l'indication de la profession de son signataire, puis soumise, pour être favorablement accueillie, à la condition d'être accompagnée:

1° d'un procès-verbal d'estimation et du procès-verbal de saisie sur lequel le vétérinaire délégué doit mentionner si le vétérinaire sanitaire qui a opéré était agréé par le préfet.

2° d'une déclaration du propriétaire faisant connaître, pour chaque animal abattu, le poids de la viande laissée à sa disposition et indiquant séparément le produit de la vente de cette viande et celui de la vente des dépouilles. Cette pièce est certifiée par le vétérinaire sanitaire agréé qui a opéré la saisie.

3° enfin d'un certificat du maire attestant que le propriétaire s'est conformé, depuis la constatation de la tuberculose, à toutes les prescriptions de la loi et des règlements sur la police sanitaire, notamment en ce qui concerne la désinfection.

Chemin de fer d'Orléans

Trains spéciaux à prix réduits des régions de l'Aveyron, du Lot, de l'Auvergne et de la Corrèze pour Paris-Austerlitz, les 3, 11 et 24 Juillet 1908.

Des trains spéciaux à prix réduits et comprenant uniquement des voitures de 3^e classe, seront mis en marche les 2, 11 et 24 Juillet prochain au départ des gares et sections ci-après et pour Paris-Austerlitz.

Le retour individuel des voyageurs ayant pris les dits trains spéciaux sera autorisé dans un délai de 90 jours par tous les trains ordinaires.

PRIX DES PLACES (Aller et Retour)

Gares comprises entre Rodez (inclus) et Capdenac (inclus) et Décazeville.....	35 f. 10
Gares comprises entre La Capelle-Viescamp (inclus) et Montvalent (inclus) via Pigeac, Cahors (inclus) et Noailles (inclus).....	32 f. 10
Gares comprises entre Vic-sur-Cère (inclus) et Saint-Denis-près-Martel (inclus).....	31 f. 10
Gares comprises entre les 4 Routes (inclus) et Estivaux (inclus) Montagnac-Saint-Hippolyte (inclus) et Aubazine-Saint-Hilaire (inclus).....	29 f. 10
Le Vigouois et Uzerche.....	26 f. 10

La délivrance des billets aura lieu à Paris, à l'Agence Bonnet, 64, Boulevard Beaumarchais et aux gares comprises sur les sections désignées ci-dessus, — elle commencera, à ces gares, 5 jours au moins avant le départ des trains.

Il est accordé une franchise de 30 kilogrammes de bagages par place.

Il n'est fait aucune réduction spéciale sur les prix des billets pour le transport des enfants.

Pour plus amples renseignements, consulter les affiches spéciales apposées dans les gares.

Exposition Franco-Britannique

A l'occasion de l'Exposition Franco-Britannique, la Compagnie d'Orléans rendra valables 18 jours les billets aller et retour délivrés d'une gare quelconque de son réseau pour Paris aux voyageurs qui se rendront à Londres en utilisant au départ de Paris les billets spéciaux à prix réduits pour Londres, valables 14 jours et délivrés par les Compagnies du Nord et de l'Ouest.

Pour l'application de cette mesure, les gares de Paris-Nord ou Paris-Saint-Lazare, sur présentation du coupon retour Orléans, délivreront à tout voyageur en provenance de l'une des gares du réseau d'Orléans, en même temps que le billet pour Londres, un bulletin spécial qui sera présenté par le voyageur et justifiera, à sa rentrée sur le dit réseau, de la durée de validité exceptionnelle accordée.

La Compagnie d'Orléans a organisé dans le grand hall de la gare de Paris-Quai-d'Orsay une Exposition permanente d'environ 1 600 vues artistiques (peintures, eaux-fortes, lithographies, photographies), représentant les sites, monuments et villes des régions desservies par son réseau.

L. MAURY

Chirurgien-Dentiste de la Faculté de Médecine de Paris
Lauréat de l'École Dentaire de France
Successeur de BAKER
75, Boulevard Gambetta
Maison Bouysson, (de 9 à 5 heures)
Travail parfait et entièrement garanti

LOTÉRIE

de la Ville de Marseille
Pour la Conservation du Parc et des Monuments de l'EXPOSITION COLONIALE
(Arrêté ministériel en date du 18 avril 1907)
375.000 francs de lots
Gros Lot: 100.000 fr.
et Cent neuf autres lots espèces de 50.000, 25.000, 10.000 et 1.000 fr., etc.
Un seul Tirage: 30 Septembre 1908
Prix du Billet: 1 fr.
EN VENTE PARTOUT

RELIGIEUSE, donne secret pour guérir enfants urinaux au lit. Ecr. Maison Barot, à Chantenay, Nantes.

A. WILCKEN

CHIRURGIEN-DENTISTE
DIPLOMÉ
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE L'ÉCOLE DENTAIRE DE PARIS
DENTISTE DU LYCÉE GAMBETTA ET DE L'ÉCOLE NORMALE D'INSTITUTEURS
Consultations tous les jours de 9 h. à 5 h.
69, BOULEVARD GAMBETTA
EN FACE LE CAFE TIVOLI
M. Wilcken n'a pas d'OPÉRATEURS
IL GARANTIT SON TRAVAIL
ATTENDU QUE TOUT EST FAIT PAR LUI-MÊME
Le propriétaire gérant: A. COUÉLANT

Etude de M^e Camille AUTEFAGE

LICENCIÉ EN DROIT
Avoué à Cahors, y demeurant, Cours de la Chartreuse, N° 10
Successeur de M^e LACAZE (Ancienne Etude DELBREIL)

Vente sur Surenchère du Dixième

A SUITE DE VENTE SUR ALIÉNATION VOLONTAIRE

L'adjudication aura lieu le Mardi sept Juillet mil neuf cent huit, à une heure et demie du soir et heures suivantes, s'il y a lieu, à l'audience des criées du Tribunal civil de Cahors, séant au palais de justice de la dite ville.

On fait savoir à tous ceux qu'il appartiendra,
Que par acte reçu par M^e PHALIP notaire à Limogne (Lot), en date du neuf juin mil neuf cent sept, enregistré,
Monsieur Léopold FRAYSSE propriétaire, ancien employé de pharmacie, demeurant à Limogne,
A vendu à
Monsieur Louis OLIÉ, huissier, domicilié à Limogne, divers immeubles ci-après décrits et désignés moyennant le prix de quatre mille francs.
Monsieur OLIÉ, acquéreur, a fait aux créanciers inscrits les notifications à fin de purge des hypothèques inscrites.
Monsieur MIQUEL François banquier; Madame Emilie MIQUEL, sans profession, épouse de Monsieur Jules TARAYRE banquier, tous demeurant à Villefranche (Aveyron) et le dit Monsieur Jules TARAYRE agissant en ses meilleures qualités et pour assister et autoriser son épouse;
Les dits MIQUEL François et MIQUEL Emilie, agissant comme seuls et uniques héritiers de

Monsieur Charles Victor MIQUEL, leur père, quand vivait banquier à Villefranche.
Ont régulièrement surenchéri du dixième, en leur qualité de créanciers inscrits, les dits immeubles et porté le prix à la somme de quatre mille quatre cents francs en sus des charges.
La déclaration de surenchère a été faite au greffe du Tribunal civil de Cahors, suivant acte en date du vingt quatre Janvier mil neuf cent huit, enregistré, qui contient en même temps la soumission des cautions présentées.
La dite surenchère a été validée par jugement rendu par le Tribunal civil de Cahors, le dix-huit février mil neuf cent huit, enregistré, exécuté et signifié et ayant aujourd'hui acquis l'autorité de la chose jugée.
En conséquence,
Aux requêtes, poursuites et diligences de:
1° Monsieur MIQUEL François banquier;
2° Madame MIQUEL Emilie, sans profession, épouse de Monsieur Jules TARAYRE banquier;

Tous demeurant à Villefranche (Aveyron);
3° Et du dit Monsieur Jules TARAYRE agissant en ses meilleures qualités et pour assister et autoriser son épouse sus-nommée;
Ayant Maître Camille AUTEFAGE pour avoué constitué près le Tribunal civil de Cahors.
En présence ou eux dûment appelés de:
1° Monsieur Louis OLIÉ, huissier, domicilié et demeurant à Limogne,
Acquéreur des immeubles surenchérés;
Ayant Maître A. TASSART pour avoué constitué près le Tribunal civil de Cahors.
2° Monsieur Léopold FRAYSSE, propriétaire, ancien employé de pharmacie,
Vendeurs des immeubles surenchérés;
N'ayant pas d'avoué constitué;
Il sera procédé le mardi sept juillet mil neuf cent huit, à une heure et demie du soir et heures suivantes, si besoin est, à l'audience des criées du Tribunal civil de Cahors, au Palais de Justice de la dite ville, au plus offrant et der-

nier enchérisseur des immeubles surenchérés dont la désignation suit:
Désignation
DES
IMMEUBLES SURENCHÉRIS
A VENDRE
TELE QUELLE EST FAITE DANS
L'ACTE D'ALIÉNATION.
BIENS
situés dans la commune
de Limogne
Article unique
Un entier tènement sis à Limogne, appartenant places publiques, ruelle publique le séparant de l'église, maison de Bach, ruelle publique, le séparant du jardin du

presbytère, Bâtiments de Lagarde et de dame Crayssac née Paganel.
Ce tènement comprend une maison avec cave, rez-de-chaussée surélevé, premier étage et galeas, terrasse et petit jardin devant la maison, petite cour derrière la maison et grange.
NOTA. — Cet immeuble était la propriété du vendeur, Léopold FRAYSSE, pour l'avoir recueilli dans les successions de M. Calixte FRAYSSE quand vivait médecin et de dame Adélaïde DUBREIL mariés, ses père et mère, décédés en leur domicile à Limogne; desquels il est le seul héritier et qui le possédait depuis plus de trente ans.

et surenchéri dont il s'agit sera mis en vente en un seul lot sur la mise à prix de quatre mille quatre cents francs, **4.400** f.
en sus des frais et des charges.
L'adjudicataire sera tenu, au-delà du prix de son adjudication, de restituer à l'acquéreur les frais et loyaux coûts de son contrat, ceux de la transcription sur les registres du conservateur, et tous autres justifiés, auxquels il pourrait être tenu, conformément à l'article 2188 du code civil.
L'adjudicataire sera également tenu, en sus de son prix d'adjudication, de tous les frais de la présente surenchère et de ses suites.
Les uns et les autres frais et loyaux coûts seront payables dans les dix jours de l'adjudication.
L'expédition du contrat d'acquisition du dit immeuble surenchéri a été déposée au greffe du tribunal

civil de Cahors suivant acte de dépôt en date du quatre mars mil neuf cent huit, pour y servir de minute d'enchères, et y être tenu à la disposition du public, et où toute personne peut le consulter sans déplacement.
Pour extrait certifié conforme.
Cahors, le dix juin mil neuf cent huit.
L'avoué surenchérisseur,
Signé: C. AUTEFAGE.
Enregistré à Cahors, le huit mil neuf cent huit, folio case n. Reçu un franc quatre-vingt-huit centimes, décimes compris.
Le Receveur,
Signé: D'ALGAY.

Pour tous renseignements, s'adresser à M^e Camille AUTEFAGE, avoué surenchérisseur et à M^e A. TASSART, avoué de l'acquéreur surenchéri qui, comme tous les autres avoués occupant près le Tribunal civil de Cahors, pourront être chargés d'enchérir.